

N° 223

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1990 - 1991

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 16 janvier 1991.
Enregistré à la Présidence du Sénat le 25 février 1991.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) à la suite d'une mission effectuée en Bulgarie, du 22 au 26 janvier 1991.

Par MM. Jean LECANUET, Président,
Michel ALLONCLE, Michel CRUCIS, André DELELIS,
André BOYER, Bernard GUYOMARD,

Sénateurs.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Lecanuet, président; Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle, vice-présidents; Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton, secrétaires; Paul Alduy, Jean-Luc Bécart, Roland Bernard, Daniel Bernardet, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, André Boyer, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Coscé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Franz Dubocq, Claude Estier, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudouson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIERE PARTIE : LE CARNET DE ROUTE DE LA MISSION	7
I - L'entretien avec le premier vice-ministre des Affaires étrangères	8
II - L'entretien avec le vice-président de l'Assemblée nationale constituante, M. Ghinio Ganev	10
III - La réunion de travail avec la commission de la politique extérieure	12
IV - La réunion de travail avec la commission de sécurité nationale	13
V - L'entretien et le déjeuner de travail avec le Comité exécutif provisoire du Conseil régional de Sofia	15
VI - La réunion de travail avec le ministre de la Défense ..	16
VII - Les réunions de travail avec les groupes parlementaires de la Grande Assemblée nationale	18
1. Le groupe du parti socialiste bulgare	18
2. Le groupe de l'union des forces démocratiques	19
3. L'union agrarienne	20
4. Le mouvement des droits et libertés	21
VIII - La visite de la 9ème brigade blindée	22
IX - L'audience avec le Président de la République	23
X - L'entretien avec le Président du Conseil des ministres	24
XI - La visite à Plovdiv	25
DEUXIÈME PARTIE : QUELQUES CONCLUSIONS	27
I - La volonté des Bulgares de se libérer du passé	28
II - La mise en oeuvre des réformes tarde	29

III - Les structures de l'ancien régime ne sont pas toutes démantelées	30
IV - L'opposition est associée au pouvoir	31
V - La Bulgarie est plongée dans une crise économique profonde	32
VI - La nouvelle politique étrangère de la Bulgarie	34
1. La Bulgarie a fait des gestes significatifs en direction du monde libre	34
2. Les priorités de la Bulgarie sont l'intégration aux structures européennes	34
3. ... et l'amélioration des relations avec ses voisins	35
4. La Bulgarie est à la recherche de nouvelles garanties pour sa sécurité	36
VII - Les perspectives de la coopération entre la France et la Bulgarie	37
1. L'action de la France au profit de la Bulgarie est loin d'être négligeable	37
2. Les relations franco-bulgares peuvent se développer	38

ANNEXES

n° 1 - Quelques données essentielles sur la Bulgarie	45
n° 2 - Chronologie (1986-1991)	48
n° 3 - Les principales forces politiques de Bulgarie	53

Mesdames, Messieurs,

Du 22 au 26 janvier 1991, une délégation de votre commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées a effectué une mission d'information en Bulgarie. Conduite par le président Jean Lecanuet, la délégation était également composée de MM. Michel Alloncle, Michel Crucis, André Delelis, André Boyer et Bernard Guyomard. Elle était accompagnée par M. Marc Le Dorh, administrateur des services du Sénat et assisté par le Colonel Claude Degré, expert militaire (Terre) auprès de la commission.

Cette mission avait un triple objet : mieux appréhender les réformes économiques et politiques en cours en Bulgarie ; apprécier les grandes orientations de la politique étrangère ainsi que de la politique de sécurité de la Bulgarie ; enfin, renforcer les relations bilatérales franco-bulgares.

La Bulgarie s'est engagée dans un processus de démocratisation plus difficile, semble-t-il, que dans d'autres pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Plus difficile, le retour à la liberté de la Bulgarie et aussi plus mal connu. Trop souvent les réalités politiques et économiques bulgares sont ignorées. Cela est apparu regrettable à votre commission pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, les liens culturels entre la Bulgarie et notre pays sont fort importants. Nombreux sont les Bulgares francophones.

Dans le secondaire, la moitié des élèves apprennent notre langue. Ensuite, la Bulgarie occupe une place stratégiquement fondamentale au coeur des Balkans, à la charnière entre l'Occident et l'Orient. Enfin, les Bulgares traversent aujourd'hui une crise sans précédent. Il était important qu'ils ne se sentent pas abandonnés par la France au moment où tous les regards se portent sur d'autres points du monde : l'Union soviétique, le Golfe, ou encore l'Allemagne réunifiée.

Les événements du Moyen-Orient ne permirent pas à cette mission d'avoir lieu aux dates initialement fixées, du 18 au 24 septembre 1990. Cependant, compte tenu de son intérêt et malgré l'aggravation de la situation internationale, la commission décida d'en maintenir le principe. Elle fut donc reportée à la 3ème semaine de janvier.

Au vrai, ce report présenta l'intérêt de permettre à votre délégation de prendre contact avec le premier gouvernement auquel participait l'opposition démocratique depuis 1945. En effet, M. Dimitar Popov, dont le gouvernement comprend quatre membres de l'union des forces démocratiques et trois de l'union agrarienne, avait été nommé Premier ministre le 7 décembre 1990 ; à la suite d'une longue crise ouverte par la démission, sous la pression populaire, de son prédécesseur, M. André Loukanov (socialiste, ex-communiste).

Au cours de sa mission, votre délégation a été très touchée par la chaleur de l'accueil que lui ont réservée ses hôtes bulgares tant à Sofia qu'à Plovdiv. Elle souhaiterait pouvoir leur redire ici combien elle a été sensible à ce témoignage d'amitié entre nos deux pays.

Votre délégation doit une très grande reconnaissance à notre représentation diplomatique à Sofia et tient à exprimer tous ses remerciements à Son Excellence M. Jacques-Antoine Rummerhardt, ambassadeur de France en Bulgarie qui l'a accompagnée tout au long de son déplacement et dont elle a pu apprécier la compétence, la disponibilité et la courtoisie, ainsi qu'à l'ensemble de ses collaborateurs notamment Mme Marie-Claude Gérard, premier conseiller, M. Yves Manville, deuxième secrétaire, et le Lieutenant-Colonel Olivier de Maupéou d'Ableiges, attaché des Forces armées.

PREMIÈRE PARTIE

LE CARNET DE ROUTE DE LA MISSION (1)

(1) Les comptes-rendus de réunion de travail qui illustrent cette partie n'ont qu'une valeur indicative. Les propos des interlocuteurs de la délégation ont pu être déformés par la traduction. Par ailleurs, n'ont été retenus dans le présent compte-rendu que les propos jugés les plus significatifs par votre délégation.

I - L'ENTRETIEN AVEC LE PREMIER VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES (1)

M. Michel Alloncle, qui présidait la délégation, le président Jean Lecanuet étant retenu à Paris en raison des événements internationaux, a tout d'abord rappelé l'objet de la mission :

- mieux connaître la situation économique et politique de la Bulgarie ;
- présenter la politique étrangère de la France, notamment en ce qui concerne l'évolution de l'URSS, la crise du Golfe et la construction de l'Europe ;
- renforcer les relations bilatérales entre les deux pays.

Plusieurs thèmes ont été évoqués :

La volonté de démocratisation des autorités bulgares a été affirmée par les interlocuteurs de la délégation ... "L'ancienne Bulgarie du régime totalitaire s'en va peu à peu..." les Bulgares ont engagé une "révolution" douce qui mène à une perestroïka : désormais existent un parlement librement élu, un président de la République librement élu, le multipartisme avec plus d'une cinquantaine de formations politiques ... L'objectif de la démocratisation est de permettre à toutes les couches de la société d'exprimer leurs ambitions politiques."...

L'aide de l'Europe est attendue ... "L'Etat bulgare souhaite vivement améliorer ses contacts avec les structures européennes et aboutir à une association à la Communauté européenne ... La Bulgarie a besoin d'une aide importante pour faire face à la triple crise qui la touche aujourd'hui, politique, économique

(1) M. Luben Gotsev, premier vice-ministre des Affaires étrangères était accompagné par M. Stéfan Savov, vice-président de la commission de Politique étrangère, ainsi que par M. Ivan Spasov, chef du département occidental au ministère des Affaires étrangères, M. Ivan Todorov, son adjoint, M. Vasil Tzetanov, chef de la section française du ministère M. Boris Tchakarov, porte-parole du même ministère.

et morale. Parmi l'aide que pourraient fournir les pays européens figure notamment la formation de cadres ..."

Les relations de la Bulgarie avec ses voisins immédiats ... "Les rapports avec les États des Balkans sont bons et même excellents avec certains d'entre eux dont la Grèce. Avec la Turquie et après avoir été au bord du précipice en 1989, les relations se sont améliorées. Avec la Yougoslavie réapparaît le problème délicat de la Macédoine. Enfin, il existe un contentieux entre la Roumanie et la Bulgarie au sujet de la pollution provenant des complexes industriels roumains et qui affecte la région de Roussé. Mais, grâce aux programmes internationaux, notamment des Nations Unies, de lutte pour l'environnement, une solution devrait être trouvée ..."

Les rapports entre la Bulgarie et l'Union soviétique ... "La Bulgarie était très favorable au processus de la perestroïka initié par M. Gorbatchev. Dans les dernières semaines, les événements dans les pays Baltes ont suscité une vive inquiétude Des déclarations critiquant l'attitude du pouvoir central soviétique à ce sujet ont été formulées par le ministère des Affaires étrangères, la Présidence de la République et le Parlement bulgares ..."

Les relations culturelles franco-bulgares ... "La langue française est enseignée à la moitié des élèves du second degré. Elle est aussi la première langue officielle diplomatique du ministère des Affaires étrangères ... Mais son influence pourrait encore s'accroître si des aides plus importantes -et en particulier un plus grand nombre de bourses d'enseignement- étaient accordées par la France. La Bulgarie vient d'être acceptée au sein du Conseil de la Francophonie ... Elle est favorable au programme audiovisuel Eurêka ... TV 5 Europe ainsi que Canal France international sont désormais reçus ... L'ouverture du centre culturel français à Sofia est imminente. Il occupera les locaux de l'ancien centre culturel de R.D.A."

Les conséquences de la guerre du Golfe pour la Bulgarie ... "Elles sont désastreuses. L'Irak avait, à l'égard de la Bulgarie, une dette de 1,38 milliard de dollars remboursable en pétrole . Le déclenchement de la crise a provoqué l'interruption des livraisons irakiennes. Quant au pétrole soviétique, il faut désormais

le payer en devises et à un coût plus élevé qu'auparavant. Aussi ont lieu des coupures de courant toutes les trois heures. Les voitures privées sont sans essence depuis trois semaines ... Plus de la moitié des voitures appartenant à l'Etat sont immobilisées ... Cependant la Bulgarie soutient l'action des Nations Unies. Tous les moyens de règlement pacifique ayant été épuisés, il est légitime d'employer la force ... Ceux qui ont connu les agressions de Staline et de Hitler ne peuvent qu'être conscients de la nécessité de mener une guerre contre Saddam Hussein ...".

II - L'ENTRETIEN AVEC LE VICE-PRESIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE, M. GHINIO GANEV (2)

M. Ghinio Ganev a tout d'abord souligné "l'esprit nouveau" qui animait la Bulgarie et auquel correspondait la visite des sénateurs français. La France, a-t-il affirmé, est un bon exemple pour la Bulgarie à laquelle une amitié traditionnelle la lie.

M. Michel Alloncle a ensuite rappelé que, parmi les objectifs de la mission sénatoriale, figurait le soutien au processus de démocratisation engagé en Bulgarie.

Puis une discussion s'est engagée sur l'élaboration de la nouvelle constitution et la politique étrangère bulgare.

Les réflexions des constituants bulgares ... "La constitution de la Vème République inspire largement les travaux de l'Assemblée ... La Bulgarie ne souhaite pas se doter d'un régime présidentiel. Elle s'orienterait plutôt vers un régime parlementaire. L'institution du président de la République serait maintenue. Cependant la suprématie du Parlement d'où émanerait et auquel serait soumis le gouvernement serait nette le parlement serait monocaméral. Le monocaméralisme est une tradition bulgare. Il est adapté à un petit pays comme la Bulgarie... L'Assemblée constituante dispose d'un mandat d'une durée limitée à 8 mois. Ses travaux ayant débuté depuis déjà cinq mois, il ne lui reste plus que 3 mois pour

(2) M. Ivan Glouchkov, vice-président de l'Assemblée, membre de l'union agrarienne, était aussi présent ainsi que M. Luben Koulichev, secrétaire général de l'Assemblée, ancien député du parti communiste.

aboutir ... Elle bénéficie de l'expérience de son histoire -même si elle a été plutôt négative avec les constitutions de Dimitrov et de Jivkov-, la Bulgarie ne rédige pas une constitution pour la première fois, et de pays étrangers ... Des universitaires américains, le Parlement espagnol ont d'ores et déjà avancé des propositions... Les grands groupes parlementaires bulgares, le parti social démocrate, le parti socialiste, le parti agrarien ont déjà présenté leurs projets ... De son côté, la commission de la constitution mène ses propres travaux. Son projet sera bientôt déposé et diffusé par les médias..."

La sécurité de la Bulgarie ... "Jusqu'à présent la théorie de la sécurité bulgare était erronée car elle n'allait pas vers la sécurité commune de l'Europe ... Aujourd'hui la Bulgarie veut s'intégrer à toutes les structures européennes dont le Conseil de l'Europe. Son statut n'y est pour l'instant que celui d'invité spécial..."

Le Comecon ... "Il n'a plus aujourd'hui le potentiel ni la puissance d'il y a quelques années ... La Bulgarie ne se sent plus liée par le système économique représenté par le Comecon ... L'Assemblée constituante est ainsi entrain de voter les premières lois de réforme économique..."

Le Pacte de Varsovie ... "La Bulgarie ne souhaite plus être liée au Pacte de Varsovie mais établir un système commun de sécurité collective et tisser de nouveaux liens y compris avec l'OTAN ... En fait, le Pacte de Varsovie a cessé d'exister en tant qu'alliance militaire et n'offre plus aucune garantie pour la sécurité bulgare. Il n'a pas encore été officiellement dissous mais tout au plus pourra-t-il se maintenir sous la forme d'un conseil consultatif..."

L'évolution de l'URSS ... "L'Assemblée, à la suite d'une proposition de la commission de politique extérieure et sur le rapport de son vice-président M. Savov, a adopté une déclaration sur les pays Baltes. Elle condamne l'intervention du pouvoir central et dénonce toute utilisation de la force contre la population ... La situation en Lituanie et en Lettonie pose le problème du destin personnel des dirigeants soviétiques, y compris de M. Gorbatchev. Les bouleversements sont toujours possibles en URSS ... Il faut éviter que les conservateurs ne prennent le pouvoir ainsi qu'une dictature militaire. On peut craindre que M. Gorbatchev devienne ou soit déjà

l'otage des militaires ... Une telle évolution nuirait à la transition pacifique de la Bulgarie ..."

"... La difficulté pour M. Gorbatchev provient de la conjonction de deux problèmes majeurs : la crise économique et le réveil des nationalités."...

III - LA RÉUNION DE TRAVAIL AVEC LA COMMISSION DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE BULGARE

Le lendemain matin 23 janvier, la délégation a rencontré la commission de la politique extérieure de la Grande Assemblée nationale présidée par son vice-président, membre de l'union des forces démocratiques, M. Stefan Savov.

Les entretiens ont porté sur :

La politique étrangère de la Bulgarie "... Pour la définir, la Bulgarie doit tenir compte du fait majeur que constitue sa petite taille ... Dans le passé, elle était totalement alignée sur celle de l'Union soviétique ... Aujourd'hui, il existe un consensus pour modifier nos priorités. Le Pacte de Varsovie et le Comecon ne jouent plus leur rôle ... La commission de politique extérieure considère que notre place naturelle se trouve au sein des structures européennes. Nous souhaitons devenir membre associé de la communauté. Nous voulons développer nos relations avec l'OTAN ... Surtout, l'objectif principal de la Bulgarie est de renforcer sa position au sein du Conseil de l'Europe pour passer du statut d'"invité spécial" à celui de membre à part entière ... A la fin janvier, dans cette perspective, le président de la République, M. Jelio Jeleu se rendra à Strasbourg avec une délégation de six députés ... Nous souhaitons obtenir le soutien de la France pour nous intégrer aux structures européennes ..."

Les Balkans "...Les relations avec les autres pays balkaniques ne sont pas négligées ... Malgré certains différends, elles sont plutôt bonnes ... Avec la Turquie, elles connaissent une réelle

amélioration. Elles sont excellentes avec la Grèce. Avec la Roumanie, il existe un problème écologique, celui de la région de Roussé ..."

"... Avec la Yougoslavie demeure un contentieux qui est le fait de la République yougoslave de Macédoine, à propos de la Macédoine ..."

"... La Macédoine est une terre bulgare, avec un peuple bulgare ... Après la libération des Ottomans et le traité de Berlin de 1878, la Bulgarie a été divisée et la Macédoine partagée entre la Grèce, la Yougoslavie et la Bulgarie ... Cependant nous ne revendiquons pas la Macédoine, au contraire de la république socialiste de Macédoine qui fait partie de la Yougoslavie ... L'intégration dans les structures européennes devrait à terme permettre de résoudre ce problème ..."

"... Les relations de la Bulgarie avec ses voisins sont surtout bilatérales. La coopération balkanique multilatérale est moins importante car la Bulgarie craint qu'elle ne soit considérée par la Grande Europe comme se mettant à l'écart ... Or la grande priorité de la Bulgarie est l'Europe et la constitution d'un système de sécurité collective sur le continent afin de ne plus être l'alliée d'un seul pays comme elle le fut auparavant avec l'Allemagne puis l'Union soviétique."...

IV - LA RÉUNION DE TRAVAIL AVEC LA COMMISSION DE SÉCURITÉ NATIONALE

La délégation a ensuite été accueillie par la commission de la sécurité nationale présidée par M. Liuben Gotsev (Parti socialiste bulgare).

"...La politique étrangère de la France a valeur d'exemple par la conciliation qu'elle réalise entre les principes de souveraineté nationale et de respect du droit international ..."

La sécurité de la Bulgarie ... "La Bulgarie rejette à présent la doctrine de la souveraineté limitée qui avait été imposée de l'extérieur ... Ce choix intervient dans des circonstances intérieures et internationales difficiles. Le Pacte de Varsovie, en cours de désintégration, n'offre plus aucune garantie pour la sécurité bulgare ... Cependant la coopération avec les autres pays membres du Pacte ne peut être stoppée brutalement. En effet, la production d'équipements militaires avait été répartie entre ces pays. La R.D.A. était responsable de la technique optique, la Tchécoslovaquie des engins du génie, la Bulgarie de l'électronique et de l'informatique ... Désormais la Bulgarie entend favoriser la création d'un système de défense au sein des Balkans, qui puisse s'intégrer aux structures européennes ... Notre sécurité nationale doit faire la balance entre la désintégration de l'organisation du traité de Varsovie et la recherche d'un système stable de sécurité européenne ... Nous nous intéressons à une coopération avec l'OTAN mais celle-ci ne semble pas prête à nous accueillir en son sein ..."

La défense de la Bulgarie ... "Nous éprouvons des difficultés dans l'organisation de nos forces de sécurité et dans le recrutement de leurs cadres. Actuellement, l'Armée compte 107 000 hommes et la police 16 000 mais de nombreux postes sont vacants ..."

Les membres de la commission de sécurité nationale ont aussi souhaité obtenir un certain nombre de précisions concernant, d'une part les principes de base de l'organisation de la République et, d'autre part, le fonctionnement et le rôle des commissions parlementaires.

V - L'ENTRETIEN ET LE DÉJEUNER DE TRAVAIL AVEC LE COMITÉ EXÉCUTIF PROVISOIRE DU CONSEIL RÉGIONAL DE SOFIA

En attendant la mise en oeuvre d'une réforme générale de l'organisation territoriale de la Bulgarie, chaque circonscription est aujourd'hui administrée par un comité exécutif provisoire aux lieux et places des anciens conseils populaires locaux.

Ces comités, s'ils ont des pouvoirs relativement limités compte tenu de la centralisation extrême héritée du régime totalitaire, présentent l'intérêt d'associer à la gestion des collectivités territoriales l'ensemble des forces politiques du pays.

La délégation a été reçue au siège du conseil régional par M. Nikolai Nikolov, président du comité exécutif provisoire, membre du parti socialiste bulgare, MM. Nikolai Patev et Gueorgui Ananiev, membres du comité exécutif provisoire et de l'union des forces démocratiques. MM. Alexi Tasov et Vasil Milushev, membres du comité et du parti socialiste bulgare.

Les interlocuteurs de la délégation ont présenté les orientations actuelles de la réforme de l'organisation territoriale bulgare parmi lesquelles on note :

- la multiplication du nombre des communes. Elles ne sont à l'heure actuelle que 278. En revanche, le nombre des "mairies" - autre structure territoriale sans véritable autonomie et ayant surtout un rôle administratif - serait maintenu à son niveau actuel : environ 5 600 ;
- la création d'une nouvelle structure régionale disposant de pouvoirs plus importants.

Ils ont par ailleurs exprimé leur intérêt pour l'expérience française en la matière. Ils ont interrogé les membres de la délégation sur les caractéristiques de l'administration locale en France.

VI - LA RÉUNION DE TRAVAIL AVEC LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

A l'issue du déjeuner de travail avec le comité exécutif provisoire du conseil régional de Sofia, la délégation a été reçue par le général de Corps d'Armée Jordan Moutaftchiev, ministre de la Défense, accompagné par le général Radniou Mintchev, premier vice ministre de la Défense, chef d'Etat-Major général des Armées, le général Panayot Panayotov, vice-ministre de la Défense, commandant des forces terrestres, le général Ivan Stephanov, chef du centre de presse du ministère de la Défense, le colonel Tchavdar Tchernenkov, chef de l'inspection "Désarmement", et le colonel Christov, chef du département "Relations internationales de l'Etat-Major".

La nouvelle politique de défense de la Bulgarie "... La politique de défense de la Bulgarie tire les conséquences des dernières années : fin de la guerre froide et de l'antagonisme entre les deux blocs, plus grand réalisme dans les relations entre les Etats ... désarmement avec le Traité FCE et la Charte de Paris ... début de création d'une nouvelle maison européenne et d'un système de sécurité collective sur le continent ... Aujourd'hui, nous cherchons des garanties pour notre sécurité nationale qui pourraient remplacer les structures du Pacte de Varsovie ..."

Le désarmement "... La Bulgarie prend sa part au mouvement de désarmement ... Sa doctrine militaire est fondée sur le concept de suffisance raisonnable au niveau le plus bas possible ... Ses effectifs militaires seront réduits de 10 000 hommes d'ici la fin 1991 ... Le service militaire qui jusqu'à présent durait 24 mois a été réduit à 18 mois..."

Les relations balkaniques " ... Notre priorité va à l'amélioration de nos relations avec nos voisins en particulier avec la Turquie ... Une délégation militaire bulgare vient d'effectuer une

visite en Roumanie. Une délégation yougoslave conduite par le chef d'Etat Major s'est rendue en Bulgarie et une délégation grecque devrait bientôt la suivre ... En ce qui concerne la Turquie, nous voulons en finir avec les rapports anormaux de confrontation qui opposaient notre pays et la Turquie. La rencontre de M. Jelev avec M. Ozal notamment va dans ce sens ... La présence de forces importantes dans la Thrace de l'Est nous inquiète cependant. Mais les Turcs se sont montrés compréhensifs et ont convenu de réduire cette menace sur la base d'accords bilatéraux ..."

L'industrie d'armement bulgare "... En 1988, la production d'armements s'est élevée à 370 millions de Leva. Une partie est achetée par l'armée bulgare, l'autre est exportée ... Cependant les exportations ont considérablement diminué avec la baisse de commandes du Pacte de Varsovie ... Les accords de désarmement devraient entraîner une réduction de l'importance de cette industrie. D'ores et déjà, sa reconversion dans la production d'équipements civils : voitures, machines agricoles etc ... est en cours ... Toutefois cette reconversion est très difficile à mettre en oeuvre ..."

La réforme des forces armées bulgares "... La Bulgarie est entrain de se doter d'une nouvelle doctrine militaire autonome, mais aussi, en conséquence, d'une nouvelle organisation militaire ... La dépolitisation de l'armée vient d'être menée à bien. Les organes politiques et du parti au sein de l'armée ont été dissous à la fin 1989 et au début de 1990. Une loi interdisant aux militaires d'appartenir à un parti a été adoptée. 2 % des officiers et sous-officiers ont refusé de s'y plier. Ils ont dû démissionner ..."

La coopération militaire franco-bulgare "... Les relations entre les forces armées des deux pays existent ... elles sont même bonnes mais très insuffisantes."...

VII - LES RÉUNIONS DE TRAVAIL AVEC LES GROUPES PARLEMENTAIRES DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE

La délégation a commencé sa dense journée du jeudi 24 janvier 1991 par une série de réunions de travail avec les groupes parlementaires de la Grande Assemblée nationale.

1 - Le groupe du parti socialiste bulgare

Mme Nora Ananieva, présidente du groupe parlementaire, a présenté les transformations du parti communiste bulgare devenu le parti socialiste bulgare.

"...Le parti socialiste bulgare a abandonné les anciens dogmes et procédé à la révision de son modèle de société ... L'accent est désormais mis sur les valeurs humaines sans abandonner les valeurs socialistes ... La Bulgarie doit progresser vers une économie de marché. Mais nous nous efforçons de donner une orientation sociale à cette économie en mettant l'accent sur l'aide aux personnes âgées, aux jeunes ménages, et sur la protection sociale".

Puis trois thèmes principaux ont été abordés :

La propriété "... Le parti socialiste reconnaît la légitimité de la propriété privée ... Nous ne considérons plus comme opposées les différentes formes de propriétés ... La législation doit permettre à ces formes de prouver leurs capacités respectives à assurer le développement du pays ..."

La terre "... Une nouvelle loi sur la propriété foncière est en discussion : son objet est de rétablir les droits des anciens propriétaires et de leurs héritiers ... Nous voulons aussi donner la

possibilité à ceux qui ont peu de terres d'en acquérir. En revanche, les étrangers ne pourraient pas acheter de terre ..."

Les investissements étrangers "... La Bulgarie ne peut développer seule ses structures ... Le principe de l'égalité entre investissements nationaux et internationaux sera inscrit dans la législation commerciale en cours de discussion. Le rapatriement des bénéfiques peut s'effectuer très facilement ... Les investisseurs étrangers ne pourront cependant pas acquérir la propriété de terres mais seulement les louer à long ou très long terme."...

2 - Le groupe de l'union des forces démocratiques

La délégation a ensuite eu un entretien avec le groupe parlementaire de l'union des forces démocratiques présidé par M. Stoyan Ganev, coprésident.

L'union des forces démocratiques "... L'union des forces démocratiques est une véritable constellation de mouvements. Tous sont réunis par la lutte contre le totalitarisme qui demeure présent en Bulgarie au travers de certaines personnalités ou organisations politiques ... Nombre de communistes ont laissé croire qu'ils avaient changé, justement pour ne pas changer ..."

Les objectifs de l'UFD "... Par notre présence au parlement nous souhaitons avant tout créer les conditions de la transition vers une démocratie occidentale sur le modèle européen. Nous voulons en finir avec le parti communiste et couper les liens qui existent entre lui et l'État ... Notre pays est encore très lié à l'Union soviétique et malheureusement pas sur la base de l'intérêt économique mutuel ... Notre priorité est donc d'assurer notre indépendance nationale tout en nous intégrant à l'Europe ... Concrètement, quatre textes sont prioritaires pour nous. La loi sur la terre tout d'abord. Il faut rendre les terres à leurs anciens propriétaires sans condition préalable. La liberté de disposer de la terre doit permettre de sortir de la crise ... Une nouvelle loi sur l'organisation locale et le découpage territorial est aussi nécessaire. Il faut mettre fin à la domination de type féodal qu'exerce encore le parti communiste dans les provinces. Nous sommes par ailleurs favorables

à la privatisation des entreprises d'Etat. Enfin, la rédaction de la nouvelle constitution retient bien sûr toute notre attention ... Mais l'essentiel sera le changement des mentalités héritées du totalitarisme : il faut passer de l'état végétatif au dynamisme, à la volonté de développement des capacités individuelles ..."

L'avenir de la démocratisation "... Il faut être prudent car il demeure en Bulgarie des forces, armée, sécurité d'Etat, responsables du parti communiste, qui n'hésiteraient pas à suivre un scénario proche de celui qui se déroule en ce moment dans les pays Baltes. C'est pourquoi notre présence au Parlement est très importante pour nous, de même que notre intégration à la nouvelle Europe..."

Les relations avec les autres formations de l'opposition "... Avec les agrariens, il existe une étroite coopération ... Nous présentons souvent des projets en commun ... La convergence fréquente entre nos points de vue et ceux des agrariens nous permet parfois d'imposer certaines décisions au parti socialiste. Ainsi, le Parlement a-t-il adopté des résolutions sur la Communauté européenne, sur les pays Baltes, les lois sur la dépolitisation de l'armée et de la police et sur l'instauration des comités exécutifs provisoires ... Le mouvement des droits et libertés lui aussi se rapproche souvent de l'UFD ..."

3 - L'union agrarienne

Puis, la délégation a eu un échange de vues avec le groupe de l'union agrarienne, présidé par M. Ivan Glouchkov, vice-président de la Grande Assemblée nationale, en l'absence de son président M. Victor Valkov, ministre des Affaires étrangères.

L'union agrarienne "... L'union agrarienne représente un courant politique traditionnel en Bulgarie. Force indépendante au sein de l'opposition, elle rassemble 150 000 adhérents dans tout le pays ... Elle est surtout implantée dans la campagne et les petites villes mais notre volonté est d'être le parti de masse de la future classe moyenne bulgare"

Les rapports avec l'UFD "... Nous avons beaucoup de positions communes avec l'UFD : sur le pluralisme, sur l'économie de marché, sur les droits et libertés ... Nous déposons d'ailleurs beaucoup de projets communs ou assurons souvent notre soutien aux propositions de l'UFD ... Ainsi nous avons eu la même attitude sur la réforme agraire et la privatisation de la terre ..."

L'éventuelle réunification du courant agrarien "... L'histoire a séparé les agrariens en deux partis dont l'un est membre de l'UFD ... La réunification est notre objectif principal car le mouvement agrarien est le meilleur garant de la stabilité politique de la Bulgarie..."

L'attitude des communistes "... Le parti socialiste a été contraint par la pression de l'opinion publique à partager le pouvoir ... Mais il demeure une frange réactionnaire au sein du PSB et les anciennes structures totalitaires sont encore en place notamment dans les campagnes ... Cependant le PSB perd de plus en plus la confiance publique. Malheureusement l'opposition n'en profite pas toujours suffisamment..."

4 - Le mouvement des droits et libertés

Enfin, la délégation s'est entretenue avec les parlementaires du mouvement des droits et libertés représentant les turcophones et présidé par M. Ajmed Dogan.

Le mouvement des droits et libertés "... Notre mouvement se définit comme centriste d'opposition ... Nous avons agi dans la clandestinité entre 1985 et 1989, période du terrorisme d'Etat à l'encontre des Turcs et des minorités. A cette époque, 310 000 personnes ont été déplacées vers la Turquie. Aujourd'hui, 120 000 sont rentrées dont beaucoup ont perdu emploi et logement..."

Les objectifs du MDL. "... Notre mouvement a été créé à l'origine pour défendre les droits des Turcs et des musulmans. Puis il s'est affirmé comme étant universel dans la mesure où la défense des droits des Turcs impliquait la défense des droits de tous les Bulgares ... Concrètement, nous voulons donner aux turcophones la possibilité d'apprendre le turc. Nous souhaitons ainsi que les écoles bulgares offrent quatre heures de turc par semaine dans les régions turcophones. Or, pour l'instant, le conseil des ministres rejette notre demande ... Nous considérons qu'il s'agit là d'une infraction à la constitution qui dispose en son article 47 que chaque Bulgare a le droit d'apprendre sa langue maternelle. En ce qui concerne la liberté des cultes, elle est désormais réelle après une période de persécution marquée par la destruction de mosquées, le refus de former nos cadres, l'emprisonnement de spécialistes de la circoncision. Mais nous manquons encore de cadres..."

L'influence du MDL "... Nous regroupons 100 000 personnes dont 4 000 Bulgares ... Certains comités locaux ne comprennent ni Turcs ni musulmans ... Nous refusons tout séparatisme ... Nous souhaitons étendre notre influence, au-delà des deux millions de Turcs et musulmans, aux tziganes qui sont 5 ou 600 mille, aux Arméniens (23 000) ..."

VIII - LA VISITE DE LA 9ème BRIGADE BLINDÉE

Après un déjeuner de travail avec le premier vice-ministre de la Défense et chef de l'Etat-Major, le général Radniou Mintchev. La délégation a visité la 9ème brigade blindée située à Gorna Banya à quelques kilomètres de Sofia. Elle a été accueillie par le général Z. Iliev, chef de la garnison de Sofia, et le lieutenant-colonel A. Todorov, commandant de la brigade.

Elle a été informée de l'histoire et des traditions, des conditions de vie et combat de cette unité qui comprend 2 331 militaires et a été réorganisée en bataillons en 1985. Elle a pu assister à des démonstrations effectuées par les équipages de chars. Différents types d'armes dont le char T 72 de fabrication soviétique et le transport de troupes de fabrication bulgare, lui ont été présentés.

La délégation a ensuite regagné Sofia. Elle a tout d'abord assisté à une séance de la Grande Assemblée Nationale, consacrée à l'élection du président de la commission de politique extérieure, où elle a pu rejoindre le président Jean Lecanuet. Elle a pu constater la tension existant au Parlement entre les ex-communistes et les députés de l'opposition. Les premiers voulaient voir M. Loukanov (ancien premier ministre communiste) être élu quand les seconds refusaient catégoriquement cette désignation. En définitive, fort de sa majorité, le parti socialiste bulgare a pu imposer, au terme de deux jours de houleuses discussions, son candidat. Cette élection a conduit les membres d'opposition de la commission à en démissionner en bloc.

Cet épisode témoigne de la volonté acharnée du parti socialiste bulgare de conserver le plus grand nombre de postes au sein des institutions, mais aussi de la difficulté de l'opposition démocratique à faire prévaloir ses points de vue.

Elle a ensuite participé à un dîner à la résidence de l'Ambassadeur, en présence notamment du vice-président de la Grande Assemblée Nationale, M. Ganev, du porte-parole de la présidence M. Stefan Tafrov, du premier vice-ministre des Affaires étrangères, M. Gotsev, du ministre de la Défense, le général Moutaftchiev.

IX - L'AUDIENCE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La délégation a été reçue le lendemain matin 25 janvier par le Président de la République bulgare, M. Jelio Jeleu.

Le président Jelio Jeleu a indiqué que la "transition démocratique" de son pays était difficile, car la Bulgarie avait longtemps été un "satellite" de l'Union soviétique. Il a souligné que les difficultés internes étaient aggravées par la situation internationale : la crise du Golfe, le démantèlement du Comecon avec lequel la Bulgarie effectuait 80% de ses échanges extérieurs, la dislocation du Pacte de Varsovie... Il a fait part de ses craintes de voir

l'Occident se désintéresser de son pays dont la situation est pourtant dramatique. M. Jelio Jeleu a par ailleurs insisté sur la ferme volonté de son pays de s'intégrer aux structures économiques et politiques européennes. Il a ajouté qu'il comptait sur le soutien de la France en la matière.

Après avoir exposé les grandes lignes de la situation dans le Golfe, le président Jean Lecanuet a exprimé son espoir de voir la Communauté européenne se renforcer et progresser vers une union politique. Elle pourra alors efficacement aider l'Europe de l'Est. Il a ajouté que les pays de l'Est devaient donner l'image de démocraties ouvertes durablement engagées dans l'économie de marché pour que les occidentaux investissent sur leurs territoires.

X - L'ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

La délégation a ensuite eu un entretien avec M. Dimitar Popov, président du conseil des ministres.

Le président Jean Lecanuet a tout d'abord résumé les principales impressions de la mission. "La Bulgarie abandonne l'économie planifiée et autoritaire. Elle établit progressivement une démocratie pluraliste et souhaite inscrire son avenir dans les structures européennes". Il a insisté sur le fait que la Bulgarie avait toute sa place en Europe. "La Communauté européenne qui progresse vers l'union politique doit aider l'Europe de l'Est à entrer dans l'économie de marché. La Bulgarie doit se doter, d'une façon irréversible, des structures caractéristiques de cette économie afin d'attirer capitaux et investisseurs."

Après avoir souligné combien les Bulgares étaient attachés à l'Europe et rappelé la "piété" dont ils entouraient la culture et la civilisation françaises, M. Dimitar Popov a évoqué la situation de la Bulgarie.

"La Bulgarie a définitivement abandonné le système ancien mais elle connaît aujourd'hui la situation la plus difficile de l'Europe de l'Est ...

... L'énergie manque à ce point que devront sans doute intervenir bientôt des fermetures d'écoles, d'hôpitaux, de lignes d'autocars, faute d'essence ...

... D'ores et déjà font défaut les médicaments, les nourritures pour enfants et pour malades au régime ...

... Pour faire face à cette crise dramatique ... nous créons les bases législatives pour garantir les investissements et mener à bien les privatisations, instaurer une nouvelle fiscalité ... "

XI - LA VISITE A PLOVDIV

Puis, après avoir visité la cathédrale Alexandre Nevski à Sofia, la délégation s'est rendue à Plovdiv, dans l'après-midi du vendredi 25 janvier.

Située au pied des Rhodopes, au bord de la Maritza à 130 km au sud est de Sofia, Plovdiv est la deuxième ville du pays.

La présence française y est assez marquée :

La ville organise deux fois par an une Foire internationale à laquelle la France participe régulièrement depuis 1984.

La première des quatre sociétés mixtes franco-bulgares, Ese-Plovdiv fondée par Sormel (filiale de Matra-automation) et Machinoexport (firme bulgare spécialisée dans les constructions mécaniques) a été créée à Plovdiv.

- Il existe à Plovdiv un lycée bilingue "Gueorgui Kirkov" et cinq établissements de "français renforcé".

- En avril 1990, s'est créée une association d'amitié bulgare-française "Alphonse de Lamartine" qui a obtenu le statut d'Alliance française. Le président de cette association, M. Luben Tomov, ainsi que son vice-président, M. Papazian, et plusieurs de ses membres ont accompagné la délégation au cours de sa visite de la vieille ville, le samedi 26 janvier. Ils lui ont fait part de leur souhait de voir s'intensifier la coopération culturelle entre la France et la Bulgarie.

La délégation avait été accueillie sur place la veille, puis accompagnée par M. Trifon Mirtchev, président du comité exécutif provisoire du conseil régional de Plovdiv, et M. Ivan Karadjanov, secrétaire du même comité.

M. Trifon Mirtchev, membre de l'union des forces démocratiques, a passé plusieurs années en prison en raison, d'abord, de ses prises de position antihitlériennes puis ensuite de son opposition à la dictature communiste. Lors d'un dîner qu'il a offert à la délégation, M. Mirtchev a exprimé son amitié pour la France et sa passion pour la culture française. Il a évoqué le soutien moral constitué par la France tout au long de la lutte contre le totalitarisme. Il a fait part de son souhait d'obtenir l'ouverture d'une école et d'un consulat français à Plovdiv.

DEUXIÈME PARTIE :

QUELQUES CONCLUSIONS

I - LA VOLONTÉ DES BULGARES DE SE LIBÉRER DU PASSÉ

Tous les dirigeants et responsables politiques bulgares, communistes ou anciens dissidents, font état de leur volonté de se "libérer du passé" :

- **En politique, avec la fin du système totalitaire. Des progrès ont été réalisés en ce domaine : le rôle dirigeant du parti communiste a été abandonné ; les fonctions de chef de l'Etat et du parti ont été séparées (mars 1990) ; le multipartisme a été officialisé ; les premières élections législatives libres ont eu lieu en juin 1990 ; les articles du code pénal contraires aux Droits de l'Homme ont été abrogés ; la liberté de manifestation a été rétablie.**

- **En économie, avec le choix de l'économie de marché.**

- **En matière de diplomatie, par le rapprochement de toutes les structures européennes ; le rejet de la doctrine de la "souveraineté limitée" jusqu'à présent appliquée par l'Union soviétique ; l'amélioration de ses relations avec les pays voisins parmi lesquels, au premier chef, la Turquie.**

- **En matière de défense, par l'adoption du principe de "suffisance raisonnable", la réduction du format de ses forces armées et la reconversion civile d'une partie de l'industrie militaire.**

II - LA MISE EN OEUVRE DES RÉFORMES TARDE

Les trois principales forces politiques bulgares, parti socialiste, union des forces démocratiques et agrariens, se sont fixées un calendrier contraignant de réformes.

Ainsi devraient être adoptées d'ici la fin février 1991 les lois sur :

- la terre,
- la privatisation,
- les banques,
- la protection des investissements,
- la fiscalité d'Etat,
- les nouvelles institutions territoriales,

les élections, dans la perspective des scrutins prévus en mars (élections locales) et mai-juin (législatives).

Par ailleurs, le gouvernement doit élaborer un projet de restructuration de la direction de l'Etat prévoyant l'élimination de différents éléments du pouvoir exécutif, la réduction des frais administratifs et des dépenses liées aux représentations à l'étranger, à l'armée, aux organes de sécurité. La création d'un nouveau système judiciaire avec des cours administratives, le rétablissement des cours d'appel, l'institution d'une cour constitutionnelle et un nouveau statut de la magistrature sont prévus. Le ministère de l'intérieur doit aussi être réformé. Les structures centralisées actuelles, notamment la direction de la milice populaire, doivent être remplacées par des organes relativement autonomes sans que l'on sache quel sera le degré de leur autonomie. Les départements "d'instruction" seront en principe détachés du ministère de l'intérieur et intégrés au système judiciaire. La réorganisation des services de renseignements, de contre-espionnage ainsi que des services de police liés au Parquet est envisagée. En outre le gouvernement s'est engagé à prendre des

mesures pour organiser une enquête approfondie sur l'activité de l'ancienne sûreté d'Etat.

Cependant, concrètement, les réformes économiques et politiques, indispensables pour assurer la démocratisation du pays, tardent à être mises en oeuvre. le droit de propriété n'a pas été rétabli. A fortiori, il ne dispose pas de garanties juridiques solides. Les structures totalitaires n'ont pas été démantelées ... De fait, les débats au Parlement paraissent difficiles. Le parti socialiste ex-communiste ne semble pas pressé de voir aboutir certaines réformes radicales que l'opposition, minoritaire, ne peut imposer.

III - LES STRUCTURES DE L'ANCIEN RÉGIME NE SONT PAS TOUTES DÉMANTELÉES

Les structures anciennes, en particulier celles chargées de la "sécurité", sont pour une large part encore en place. Leur présence semble imposer une grande prudence à l'opposition. Plusieurs parlementaires de l'UFD ont exprimé leur crainte de voir la Bulgarie connaître un sort comparable à celui des Pays Baltes caractérisé par une "reprise en main" communiste, le cas échéant appuyée par Moscou.

Par ailleurs, un grand nombre de dirigeants actuels de la Bulgarie ont, soit fait partie du cercle du pouvoir sous Jyvkov, soit rendu des services à l'ancien régime totalitaire. Il ne faut pas se cacher que l'influence des anciens communistes reste très importante au sein de toutes les structures d'Etat. Ainsi le Gouvernement, formé le 20 décembre dernier, comprend 7 socialistes contre 4 membres de l'UFD, 3 agrariens et 5 sans étiquette. Les socialistes sont aussi majoritaires au sein de la Grande Assemblée nationale avec 211 sièges contre 144 à l'union des forces démocratiques, 23 au mouvement pour les droits et libertés (minorité turque), 16 à l'union agrarienne.

IV - L'OPPOSITION EST ASSOCIÉE AU POUVOIR

Il est vrai qu'il s'agit désormais d'une force avec laquelle il faut et il faudra de plus en plus compter.

Acquis de la démocratisation, l'opposition n'est plus traquée mais associée au pouvoir. Lors des élections de juin dernier, minoritaire en nombre de sièges, elle a été majoritaire en voix et s'est imposée dans les centres urbains dont Sofia. D'après les plus récentes estimations, l'opposition remporterait aisément les prochaines élections législatives (mai-juin 1991).

Le président de la République élu en août dernier, M. Jelio Jeleu fut l'un des fondateurs du club pour le soutien à la glasnost et à la perestroïka. En 1964, il avait été exclu du parti communiste et obligé de quitter l'université où il enseignait, sa thèse de philosophie ayant été jugée contraire à la théorie léniniste. En 1982, l'un de ses ouvrages sur le fascisme, perçu -à juste titre- comme une critique sévère du système totalitaire communiste fut interdit. Il était président de la récente union des forces démocratiques, principal mouvement d'opposition, lorsqu'il accéda à la magistrature suprême.

En outre, plusieurs ministres font partie de l'opposition, par exemple, le ministre de l'intérieur, M. Christo Danov, ou le ministre des finances, M. Ivan Kostov. Certains postes importants du Parlement qui sort aujourd'hui de sa torpeur (vice-présidence de l'Assemblée, présidence ou vice-présidence de commissions ...) ont été confiés à des membres de l'opposition.

Les structures locales sont désormais administrées d'une façon quasi "paritaire". Des comités exécutifs provisoires associant le parti socialiste et les principaux mouvements d'opposition (union des forces démocratiques, agrariens et, dans les régions turcophones, le mouvement des droits et libertés) ont remplacé les anciens conseils populaires locaux.

L'objectif des ex communistes en faisant accéder partiellement l'opposition au pouvoir alors que le PSB était sorti vainqueur (en sièges) des élections est double. Il s'agissait tout d'abord de calmer l'impatience de l'opinion publique. Déjà Peter Mladenov avait été obligé de démissionner de la présidence de la République en juillet, puis M. Loukanov dut céder le pouvoir et la présidence du conseil, sous la pression de la rue, en novembre 1990.

Mais, en partageant le pouvoir, le PSB vise aussi à faire endosser par l'opposition la responsabilité de la situation économique désastreuse dans laquelle se trouve plongée la Bulgarie.

V - LA BULGARIE EST PLONGÉE DANS UNE CRISE ÉCONOMIQUE PROFONDE

La délégation a pu constater la gravité de la crise économique qui touche la Bulgarie.

La population rencontre de réelles difficultés d'approvisionnement, en particulier dans les grandes villes comme Sofia. La viande, les produits maraîchers, les laitages mêmes dans ce pays connu pour son yoghourt et son fromage blanc, sont rares. Cela apparaît d'autant plus remarquable que la Bulgarie est un pays très largement agricole. Son cheptel est considérable, la production de céréales (blé, orge, maïs) importante, du moins si l'on excepte les années de sécheresse (1985, 1987, 1990).

Les médicaments aussi manquent, à tel point que l'Agence bulgare pour la répartition de l'aide étrangère a pu estimer que le pays risquait d'avoir totalement épuisé son stock de médicaments essentiels dont, par exemple, l'insuline dès la fin du mois de février.

Quant à la pénurie de produits pétroliers, elle est dramatique. Les pompes à essence sont fermées depuis le début janvier pour les voitures privées et la moitié du parc automobile de l'Etat est immobilisé. Dès lors, les transports sont paralysés.

Trois éléments sont à l'origine de cette crise. En premier lieu, la désorganisation des structures de distribution, plus encore que de production, est totale. L'économie bulgare est plongée dans une atmosphère d'insécurité juridique peu propice à l'initiative individuelle : le statut des entreprises, de la propriété privée, des investissements n'est pas encore définitivement fixé. Certains des interlocuteurs de la déléation sont même allés plus loin en affirmant que la situation actuelle était due, pour une part, à une tentative des communistes de saboter la démocratisation du pays.

En second lieu, la Bulgarie souffre aujourd'hui de ce qui put être toutefois un atout : ses liens avec l'Union soviétique. Jusqu'à la fin des années 1980, l'URSS vendait en roubles et à des prix préférentiels de grandes quantités de pétrole qui, transformées ou non, pouvaient être réexportées en occident contre des devises, assurant ainsi à l'industrie pétrochimique bulgare de substantiels revenus. Confrontée à une crise économique sans précédent, l'URSS exige aujourd'hui un paiement de son pétrole en devises fortes et a aligné ses prix sur ceux du marché mondial. Dès lors, la Bulgarie, déjà fortement endettée compte tenu de son déficit commercial récurrent, éprouve la plus grande difficulté à acquérir les produits pétroliers qui lui sont nécessaires. Elle doit en outre faire face à la non compétitivité de son industrie chimique.

Conséquence de la "division internationale socialiste du travail", la Bulgarie est par ailleurs extrêmement dépendante de l'URSS et des autres pays de l'Est en matière de biens d'équipement et de consommation.

Enfin, l'économie bulgare a été frappée de plein fouet par les répercussions économiques de la guerre du Golfe. L'Irak avait à l'égard de la Bulgarie une dette de 1,38 milliard de dollars remboursable en pétrole. Or, le déclenchement de la crise a provoqué l'interruption des livraisons irakiennes.

VI - LA NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA BULGARIE

1. La Bulgarie a fait des gestes significatifs en direction du monde libre

Rompant avec la politique imposée par l'Union soviétique, la Bulgarie, à l'image des autres pays libérés, a rejoint plusieurs institutions de la communauté économique et financière internationale. Ainsi notamment :

- Elle a adhéré au Fonds monétaire international et à la Banque Mondiale ;

- Elle a déposé une demande d'adhésion au GATT ;

- Elle a participé à la création de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD).

Il convient de souligner l'attitude de la Bulgarie à l'occasion de la crise du Golfe. Elle a soutenu sans réserve la position des Nations Unies, tout en appelant de ses vœux une solution politique et négociée du conflit. Le président Jelev s'est même prononcé en faveur de l'envoi d'un "contingent limité de l'armée bulgare en Arabie Saoudite" (sapeurs du génie, spécialistes du déminage...).

2. Les priorités de la Bulgarie sont l'intégration aux structures européennes...

La Bulgarie a obtenu le statut d'invité spécial du Conseil de l'Europe. Elle souhaite désormais en être membre à part entière. Il y a bon espoir pour que sa demande soit rapidement acceptée

Les relations avec la Communauté européenne occupent aujourd'hui une place importante dans la politique bulgare. D'ores et déjà, un accord de coopération et de commerce a été signé. Un accord d'association pourrait suivre.

Plus généralement, les autorités bulgares manifestent un très vif intérêt pour toutes les "structures européennes". La perspective de la constitution d'une vaste "confédération européenne" est envisagée avec beaucoup d'intérêt. Elle formerait notamment le fondement d'un système de sécurité collective et de coopération à l'échelle du continent.

3. ...et l'amélioration des relations avec ses voisins

Nos interlocuteurs se sont montrés fermement décidés à normaliser les rapports avec la Turquie. La politique de bulgarisation forcée menée en 1989 à l'encontre de la minorité turcophone avait été à l'origine d'une grave tension entre les deux pays. A la chute de Jyvkov, l'une des premières décisions des nouvelles autorités bulgares a été d'y mettre fin. Les rencontres de M. Özal avec M. Loukanov (ancien premier ministre) puis avec le président Jeleu, qui a engagé son poids personnel dans le rétablissement de contacts normaux avec la Turquie, ont permis d'aplanir les différends.

Les dirigeants bulgares se montrent par ailleurs extrêmement prudents et modérés à propos de la Yougoslavie. Ils affirment n'avoir aucune revendication concernant la partie yougoslave de la Macédoine, même s'ils considèrent sa population comme bulgare. Toutefois, certains grands journaux bulgares ont mené des campagnes hostiles à l'encontre de la Yougoslavie.

Les rapports avec la Roumanie ne semblent affectés que par le problème de la pollution provoquée par les industries roumaines dans la région de Roussé près de la frontière nord du pays.

La Bulgarie attache par ailleurs une importance toute particulière aux relations avec la Grèce. Les 11 et 12 janvier, le

premier ministre grec M. Mitsotakis a effectué une visite en Bulgarie. Il a rencontré M. Popov, son homologue, mais aussi le président de la République, le président de l'Assemblée, les dirigeants des différents mouvements politiques ainsi que le patriarche. Il a prononcé un discours devant le Parlement. Des consultations sont prévues entre les deux pays, dans l'hypothèse où ils jugeraient la paix dans les Balkans ou leur propre sécurité compromise. Des rencontres de travail périodiques entre responsables de la diplomatie et de la défense des deux pays devraient aussi avoir lieu. Les liens économiques entre la Bulgarie et la Grèce devraient aussi être renforcés.

Les Bulgares semblent privilégier les relations bilatérales dans la région des Balkans. Ils ne paraissent pas, en revanche, favorables à la mise en place de structures régionales multilatérales de coopération. De telles structures présenteraient, à leurs yeux, l'inconvénient de mettre la Bulgarie à l'écart du processus de construction européenne.

4. La Bulgarie est à la recherche de nouvelles garanties pour sa sécurité

Les nouveaux objectifs de la politique de sécurité bulgare sont :

- La préservation de l'indépendance nationale ;
- L'intégration d'un système de sécurité collective à l'échelle du continent européen ;
- La participation au mouvement de désarmement.

Les autorités bulgares considèrent que, des lors, le Pacte de Varsovie, caractérisé notamment par la prédominance écrasante de l'un de ses membres, n'est plus le cadre adéquat pour assurer la défense de la Bulgarie. Elles affichent leur intérêt pour la création d'un système de sécurité européen, dont la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe institutionnalisée serait le noyau- et souhaitent même, semble-t-il, coopérer avec l'OTAN.

La nouvelle doctrine de défense met l'accent sur la "suffisance raisonnable". La Bulgarie se montre par ailleurs très réservée sur la possession des armes de destruction massive, nucléaires ou non.

Les Forces armées bulgares viennent d'être réduites d'environ 10 000 hommes (sur plus de 100 000) et le service militaire ramené de 24 à 18 mois. Le budget de la défense doit lui aussi être réduit. Il atteint actuellement 6,24 % du budget total. Ce contexte de réduction de ses moyens conduit l'armée bulgare à étudier une nouvelle organisation de ses unités.

VII - LES PERSPECTIVES DE LA COOPÉRATION ENTRE LA FRANCE ET LA BULGARIE

1. L'action de la France au profit de la Bulgarie est loin d'être négligeable.

. La France est le premier pays à avoir accordé une ligne de crédit à la Bulgarie. Elle s'élève à 300 millions de francs et doit servir à l'achat de biens de consommation. Accordée en juin dernier, en dépit du moratoire sur les paiements extérieurs de la Bulgarie, elle est en principe remboursable en 18 mois.

Elle a d'ores et déjà permis d'acquérir :

- 1 200 tonnes de sucre,
- 500 tonnes de beurre,
- 300 000 tonnes de céréales fourragères,
- des médicaments pour une valeur de 8 millions de francs.

. La formation est l'une des priorités de l'aide de la France :

Cinq journalistes ont pu effectuer des stages dans les médias français en 1990. Le ministère des Affaires étrangères a, par ailleurs, organisé des séjours en France pour des journalistes de la télévision connus pour leur indépendance d'esprit. L'Ambassade de France en Bulgarie a présenté et soutenu plusieurs candidatures de journalistes de la presse écrite aux stages organisés par l'association "Presse et Solidarité" créée par la presse française. Pour 1991, on peut envisager un triplement du nombre de stages de journalistes en France.

La formation de jeunes cadres bulgares a reçu une impulsion décisive en 1990. L'effort de la France en la matière est de loin supérieur à celui de tous les autres pays européens. Plus de 400 bourses ou stages de longue ou courte durée ont été octroyés. 400 autres personnes ont été invitées à des rencontres en France. 80 missions en Bulgarie ont été réalisées.

La réussite la plus marquante est sans doute la création du Centre franco-bulgare de formation professionnelle à la gestion et au marketing, le MARCOM. Une première promotion de 77 personnes a été formée. 26 ont poursuivi leurs études en France soit par des stages en entreprises, soit par un cycle universitaire en Lorraine dont le but est l'obtention d'un diplôme d'études approfondies (DEA) ou d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS). Le MARCOM est le principal centre de formation à la gestion de type occidental en Bulgarie. Il est en voie de décentralisation avec l'établissement d'une branche dans le Nord-Ouest du pays. Il organise aussi des conférences et des séminaires de formation de courte durée en droit commercial, tourisme, comptabilité.

Les autres formations de type commercial ont touché près de 400 personnes, la plupart à l'occasion de séminaires organisés à Sofia, notamment dans le domaine des transports. En outre le secrétariat d'Etat au Plan a organisé deux séminaires en France pour des économistes et des syndicalistes sur le thème de la transition plan/marché.

L'action de formation dans le domaine culturel est plus large encore. Elle vise de nombreux objectifs et notamment :

le perfectionnement des professeurs de français : 227 bourses pour des stages de courte durée ont été octroyées. 6 000 livres de perfectionnement ont été distribués aux professeurs et aux élèves (il y a en Bulgarie 21 lycées de langue française et 40 lycées à enseignement intensif du français, comptant au total 235 000 élèves. Le français reste ainsi, en ce qui concerne les lycées, la première langue légèrement devant l'anglais. Cependant l'anglais domine parmi les jeunes garçons ayant une vocation technique, industrielle ou commerciale).

La formation des étudiants bulgares :

Près d'une centaine de bourses d'études de longue durée ont été accordées pour des étudiants particulièrement prometteurs, dans tous les domaines.

- La coopération avec les scientifiques bulgares :

40 missions en Bulgarie, 40 invitations en France, 30 stages de courte durée ont été organisés.

- La formation dans le domaine du tourisme :

Trente des meilleurs étudiants en tourisme ont été recrutés pour un stage de formation d'un mois.

L'action culturelle a d'autres relais :

La traduction des ouvrages français : 60 000 francs ont été accordés aux éditions "Narodna Kultura" pour la traduction d'oeuvres littéraires françaises. La direction de ces éditions a été invitée en France. 14 bourses, stages ou invitations ont eu pour objectif de mettre en contact les traducteurs avec les éditions françaises. 7 Bulgares ont été invités au salon du livre.

La diffusion du livre et des revues françaises en Bulgarie - Le service culturel a diffusé dans 20 bibliothèques, y compris la sienne, 1 640 nouveaux livres et 318 périodiques. Un projet d'ouverture de huit points de vente du livre français en Bulgarie a été lancé.

- La diffusion du film français : plus de 50% des films étrangers diffusés en Bulgarie en 1990 ont été des films français. Une "semaine du cinéma français" (six films) et une "semaine du cinéma Gaumont" (5 films) ont été réalisées. Plus d'une dizaine de réalisateurs bulgares ont été invités en France. Une salle de cinéma française, appartenant au Service culturel de l'Ambassade de France en Bulgarie, projette un film par semaine.

- La diffusion de la télévision française en Bulgarie. Des accords ont été signés en 1990 pour la réception de Canal France International (en principe deux heures en moyenne par jour depuis juin) et, à Sofia, de TV5 (depuis juin également, ses émissions peuvent être reçues dans la capitale sans équipement particulier. C'est la quatrième chaîne en Bulgarie. Elle devrait être diffusée dans d'autres grandes villes cette année).

A noter toutefois que les programmes de CFI sont doublés en voix off (et non sous titrés).

Une vidéothèque de 500 cassettes est mise à la disposition de la télévision.

La diffusion de la radio française est en passe de suivre celle de la télévision avec l'implantation d'un relais de Radio France Internationale (RFI) qui pourrait être captée très prochainement sur bande FM dans la capitale, alors que les projets de radio bilingue sont bien avancés.

Le "plan parabole" (MICECO) pour la Bulgarie pourrait aboutir d'ici la fin de l'année 1991 à l'implantation d'une dizaine d'antennes, notamment pour l'Université de Sofia, les lycées français...

La diffusion de la presse française en Bulgarie s'est accrue de façon très nette en 1990 et devrait progresser considérablement en 1991,

grâce aux deux réseaux de distribution issus d'initiatives privées, l'une bulgare, l'autre, recevant le soutien financier du ministère des Affaires étrangères français, d'une organisation à but non lucratif. La presse française domine ainsi largement les premiers kiosques privés implantés en Bulgarie.

Les échanges de jeunes : près de 300 jeunes ont été accueillis dans des familles françaises en août 1990.

Enfin se poursuit une action de type traditionnel : expositions, montage de pièces de théâtre... Mais les moyens alloués sont considérablement accrus notamment grâce à l'implantation d'un Institut culturel français.

S'il n'est pas encore inauguré officiellement, l'Institut culturel semble d'ores et déjà avoir une activité soutenue et un impact important dans la presse bulgare.

Enfin, la France a accordé une aide alimentaire à la Bulgarie.

Différentes instances bulgares, en particulier le ministère de la santé, mais aussi des organisations non gouvernementales françaises et l'Ambassade de France à Sofia (ou un attaché humanitaire a été nommé en avril dernier), ont évalué les besoins du pays et ont établi des listes de produits nécessaires, sur les plans pharmaceutique et alimentaire.

Dans le second trimestre de 1990 sont parvenus les premiers dons humanitaires d'origine privée : une firme pharmaceutique et deux mairies ayant des liens avec la Bulgarie.

En décembre 1990 et en janvier 1991, l'aide humanitaire française s'est encore considérablement accrue grâce à l'action des organisations non gouvernementales.

2. Les relations franco-bulgares peuvent se développer

La coopération entre les deux pays peut se révéler très fructueuse dans plusieurs domaines.

- **La formation et la culture** : 50 % des élèves du secondaire apprennent le français. En revanche, notre langue est très peu étudiée dans l'enseignement supérieur. Un effort dans l'octroi de bourses devrait certainement être consenti pour modifier cette situation.

La diffusion de livres et périodiques français eu égard au succès qu'elle rencontre devrait aussi être renforcée.

Notre pays pourrait par ailleurs participer à la formation des cadres bulgares, fonctionnaires civils ou militaires. Nombre de nos interlocuteurs ont fait montre de leur intérêt pour la mise sur pied de formules de stages au sein des institutions françaises : parlement, collectivités locales, administrations centrales.

- **La législation** : la Bulgarie revoit actuellement l'ensemble de son droit. Elle élabore une nouvelle constitution, se dote d'une législation commerciale, procède à une refonte des textes relatifs à l'organisation de la défense et aux personnels militaires, envisage de réformer ses structures territoriales ... Autant de domaines dans lesquels l'expérience de la France est appréciée.

- **L'économie** : le réseau de communications (routes, voies ferrées, aviation, télécommunications) bulgare peut connaître un réel développement. De même, le potentiel touristique de la Bulgarie est important : la mer noire à l'Est du pays, la chaîne des Rhodopes au Sud, les monastères bulgares qui sont magnifiques, etc ... Dans d'autres secteurs, les entreprises françaises et bulgares pourraient

travailler de conserve : la parfumerie, les produits pharmaceutiques à base naturelle, la géothermie...

Toutefois, il est clair que les investisseurs ne s'engageront réellement en Bulgarie qu'une fois le processus de démocratisation considéré comme irréversible. En particulier, il est indispensable que la législation commerciale crée sur place des conditions favorables, notamment en garantissant le droit de propriété, en assurant le libre transfert des capitaux, en libéralisant et facilitant les créations d'entreprises.

ANNEXE N° 1

QUELQUES DONNÉES SUR LA BULGARIE

Superficie : 110 911 km². **Frontières** : 609 km avec la Roumanie, 506 avec la Yougoslavie, 493 avec la Grèce, 259 avec la Turquie.

Population : . 9,2 millions d'habitants ; densité : 81 habitants/km²

. **taux natalité** : 12,9 pour mille, **taux mortalité** : 12 pour mille

. **minorités** : Turcs (environ 9 %), Arméniens, Tziganes (environ 2 %), Roumains, Juifs, Grecs

. **population urbaine** : 65,5 %. **Villes principales** : Sofia : 1,1 million, Plovdiv : 350 000, Varna : 300 000, Roussé : 186 000, Bourgas : 186 000

. **religions** : orthodoxe : 80 %, islam : 15 %, catholique : 2 %

Economie : . **population active** . 45 %

. **répartie entre Agriculture (20 %) et industrie (40 %)**

. **PNB officiel (1989)** : 3 332 dollars par habitant, soit 30 milliards de dollars

. **taux de croissance officiel** : 5 %

. **dette extérieure** : 10 milliards de dollars

. **principales productions** : lignite (10e rang mondial), ciment, acier, construction mécanique (1er exportateur mondial de chariots élévateurs), chimie, constructions électrique et électronique (27 % des ressources d'exportation, la Bulgarie étant spécialisée au sein du Comecon dans l'informatique)

. produits agricoles : vins, tabac, essence de rose, animaux vivants, viande de mouton ... L'agriculture représente 20 % des recettes d'exportations de la Bulgarie

. principaux fournisseurs : URSS (54 % en 1988), ex-RDA (5,8 %), Tchécoslovaquie (5,4 %), Pologne (4,9 %), RFA (environ 4 %)

. principaux clients : URSS (62,8 %), ex-RDA (5,2 %), Tchécoslovaquie (4,63 %), Pologne (4,1 %), RFA (environ 1 %)

Institutions :

. République démocratique (et non plus République populaire socialiste. Cependant la constitution de 1971 demeure en vigueur jusqu'à la fin des travaux de l'Assemblée constituante élue en juin 1990)

. élections :

1986 : communistes : 276 sièges, agrariens officiels : 99 sièges, jeunes communistes : 35 sièges, sans parti : 25 sièges

1990 (1ères élections libres), 200 sièges au scrutin majoritaire et 200 à la proportionnelle : socialistes ex-communistes : 211 sièges, union des forces démocratiques : 144 sièges, mouvement des droits et libertés (turcophones) : 21 sièges, agrariens ex-officiels : 16 sièges

. Président du conseil des ministres : 1946 : Georges Dimitrov. 1949 : Vassil Kolarov. 1950 : Valko Tchervenkov. 1956 : Anton Ugov. 1962 : Todor Jivkov. 1971 : Stanko Todorov. 1981 : Gricha Philipov. 1986 : Georgi Athanassov. 1984 : Petar Mladenov. 1990, février : Andrei Loukanov, décembre : Dimitar Popov

. Président du Conseil d'Etat : 1971 : Todor Jivkov

. Président de la République : 1990 : Petar Mladenov. août 1990 : Jelio Jeleu

Relations avec la France :

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
Exportations vers la Bulgarie (MF)	768	911	968
Importations de Bulgarie (MF)	417	374	468
Taux de couverture (%)	183	243	206

. La Bulgarie représente 0,8 % des échanges extérieurs de la France.
Elle est le 70ème client de notre pays et son 74ème fournisseur.

. Le français est appris par près de 50 % des élèves du second degré.

ANNEXE N° 2
CHRONOLOGIE (1986-1991)

1986

2-5 avril. Treizième congrès du Parti communiste bulgare : reconduction du bureau politique et du secrétariat du parti avec à sa tête Todor Jivkov.

1987

27-28 juillet. Plénum du comité central: Todor Jivkov propose une décentralisation du pouvoir politique et une autogestion économique.

18 août. L'Assemblée nationale décide une vaste restructuration des organes du gouvernement : "peroustroïstvo"

1988

20 juillet. Plénum du comité central qui se conclut par une épuration au sein du parti : le réformiste modéré, candidat à la succession de Todor Jivkov, Tchoudomir Alexandrov, secrétaire du comité central, est exclu du bureau politique.

1989

17 janvier. Dans une interview accordée à un quotidien français, Todor Jivkov déclare : "*En Bulgarie, il n'y aura pas d'autre parti au pouvoir que nous*".

18-19 janvier. Visite de François Mitterrand.

20 février. Todor Jivkov, devant des intellectuels, souligne que le pluralisme ne peut se développer dans son pays que sur la base des principes du socialisme.

5 mai. Interpellation d'intellectuels qui avaient adressé à l'Assemblée nationale un projet de résolution de soutien à la glasnost et à la perestroïka.

20 mai. Conséquences de la politique d'islamisation, affrontements entre les forces de sécurité et les communautés musulmane et turque. Début de l'exode des Turcs de Bulgarie : au total, plus de 300 000 Bulgares de souche turque.

19 octobre. Pour la première fois, des militants bulgares des droits de l'homme sont autorisés à manifester à Sofia. Le 20, plusieurs mouvements, dont Ecoglasnost, tiennent des réunions publiques. La tolérance est due à la tenue de la conférence de la CSCE sur l'environnement à Sofia.

3 novembre. Cinq mille écologistes défilent à Sofia aux cris de "démocratie" "glasnost" et "référendum".

10 Novembre. Réunion du comité central. Todor Jivkov est limogé ; il cède la place, à la tête du PC, à Petar Mladenov, ministre des affaires étrangères depuis 1971, et démissionne de son poste de chef de l'Etat.

13 novembre. Réintégration au sein du parti de onze dissidents membres du Club de soutien à la glasnost et à la perestroïka.

18 novembre. Manifestation à Sofia pour exprimer le soulagement après l'éviction de Todor Jivkov et pour demander aux nouveaux dirigeants l'accélération des réformes.

5 décembre. Petar Mladenov se déclare en faveur du "pluralisme d'opinion".

10 décembre. Près de cent mille personnes manifestent à Sofia pour réclamer la poursuite des réformes.

11 décembre. Petar Mladenov annonce la tenue d'élections libres d'ici à la fin mai 1990.

26 décembre. le PC accepte de tenir une table ronde avec l'opposition, L'union des forces démocratiques (UFD) regroupant les principaux mouvements indépendants.

29 décembre. Réunion du Comité central du PCB sur les problèmes ethniques : l'usage de la langue turque et la pratique de l'Islam sont de nouveau autorisés.

1990

2 janvier. Manifestations houleuses contre la reconnaissance des droits de la minorité turque.

15 janvier. Le Parlement abolit l'article premier de la Constitution garantissant le rôle dirigeant du PCB.

. Rétablissement dans leurs droits des nationaux de souche turque.

16 janvier. Ultimatum de l'opposition à la table ronde afin d'obtenir des garanties sur son accès aux médias

18 janvier. L'opposition se retire des pourparlers avec les communistes.

30 janvier-2 février. Quatorzième congrès du PCB qui veut se donner les moyens *"de gagner dans une société pluraliste"*.

. Petar Mladenov quitte ses fonctions de secrétaire général du parti pour conserver celles de chef de l'Etat. Le 2 février, Alexander Lilov est élu à l'unanimité président du PCB.

3 février. Le Parlement désigne Andreï Loukanov, numéro 2 du parti, pour remplacer G. Atanassov au poste de premier ministre.

8 février. Andreï Loukanov forme un gouvernement exclusivement communiste. Le 9, les reformistes quittent la direction du PC.

30 mars. Annonce que les élections auront lieu les 10 et 17 juin.

Avril. Le parti communiste change de nom pour devenir Parti socialiste bulgare.

10-17 juin. Elections législatives : le parti socialiste (ex-communiste) obtient la majorité des sièges au Parlement.

12 juin. Manifestation d'étudiants n'acceptant pas les résultats du premier tour des élections. Occupation de l'Université de Sofia.

Juin et juillet. Manifestations très importantes dans le centre de Sofia : installation de la *"Cité de la vérité"*, de la *"Cité de la démocratie"*, etc., face au siège du PSB, ancien PCB.

6 juillet. Démission de M. Mladenov, Président de la République.

10 juillet. Ouverture de la première séance de l'Assemblée constituante bulgare, pour le remplacement au poste de président démissionnaire.

1er août. Election de M. Jelio Jeleu, Président de l'Union des forces démocratiques, à la Présidence de la République, au sixième tour de scrutin.

22 août. Démission du gouvernement présidé par A. Loukanov (PSB).

26 août. Incidents violents à Sofia, avec la mise à sac et l'incendie du siège du PSB.

22 septembre. Congrès extraordinaire du PSB dit "39eme Congrès" afin de renouveler le lien avec la tradition socialiste interrompu en 1919 par l'adhésion au Komintern.

. Réélection de Alexandre Lilov à la tête du parti.

19 septembre. Formation d'un nouveau gouvernement Loukanov constitué uniquement de membres du PSB, l'opposition ayant refusé toute participation.

16 novembre. Des dizaines de milliers de manifestants réclament la démission du gouvernement et soutiennent l'UFD qui souhaite former un gouvernement où les postes-clés lui reviendraient. Poursuite des manifestations au cours du mois de novembre.

23 novembre. Rejet de la motion de censure déposée par l'opposition et adoption de la révision budgétaire pour 1990 proposée par M. Loukanov.

29 novembre. Le Premier ministre, A. Loukanov, donne sa démission, sous la pression de l'opposition, des manifestations de la rue, et de la grève générale, très suivie, qui paralyse l'économie du pays.

. Selon un accord élaboré par les principales forces politiques du pays, un gouvernement de transition sera formé, avec à sa tête, une personnalité neutre politiquement.

7 décembre. Dimitar Popov est nommé Premier ministre par le Président Jeleu. Juriste sans étiquette, apprécié pour son impartialité comme magistrat et membre de la commission électorale constituée lors des élections libres de juin, M. Popov conduira le gouvernement de transition jusqu'aux législatives anticipées et doit tenter d'arrêter la détérioration de la situation économique et du niveau de vie.

19 décembre. Compromis entre les principales forces politiques sur la répartition des ministères au sein du gouvernement.

29 décembre. Le Parlement approuve la composition du nouveau gouvernement, qui comprend : 7 membres du PSB, 3 membres de l'UFD, 2 représentants du Parti agrarien, 6 ministres sans étiquette.

1991

Février. Des élections municipales se dérouleront à la fin du mois de février ou début mars.

Mai. Elections législatives : les derniers sondages réalisés donnent 23% des suffrages au PSB, 43% à la coalition d'opposition, l'UFD.

ANNEXE N° 3

LES PRINCIPALES FORCES POLITIQUES DE BULGARIE

I - L'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES

Le 7 décembre 1989, les organisations indépendantes -le club pour la transparence et la démocratie, ecoglasnost, l'association indépendante pour la défense des droits de l'homme, la confédération du Travail Podkrépa, le comité pour la défense des droits religieux, de la liberté de conscience et des valeurs spirituelles, le club des victimes de répressions après 1945, l'association indépendante des étudiants, le mouvement "Initiative civile", le parti ouvrier social-démocrate bulgare et le parti agrarien bulgare "Nicolas Petkov"- ont décidé de s'unir et de fonder l'union des forces démocratiques.

Celle-ci comprend aujourd'hui 16 mouvements et partis politiques :

Société indépendante pour la protection des droits de l'homme en Bulgarie,

Comité pour la protection des droits religieux, de la liberté de conscience et des valeurs spirituelles,

Initiative des citoyens,

Parti démocratique

Parti social démocratique,

Fédération des sociétés indépendantes des étudiants,

Parti radical démocratique de Bulgarie,

Fédération des clubs Glasnost et Démocratie,

Ecoglasnost,

Union agrarienne nationale bulgare (BANU) - Nicolas Petkov,

- Parti vert,
- Club des victimes de la répression illégale depuis 1945,
- Parti de la liberté et du progrès,
- Parti socialiste,
- Centre démocratique uni,
- Front démocratique.

Le parti socialiste alternatif (réformistes du PSB) a rejoint l'UFD le 18 octobre 1990. En revanche, le syndicat Podkrepa l'a quitté pour respecter le principe de la séparation entre action politique et action syndicale.

L'union des forces démocratiques est dirigée par un conseil de coordination présidé par M. Filip Dimitrov (écologiste). Elle publie un quotidien "Demokratsia". Fondée entièrement sur la coordination des activités des associations indépendantes dans la lutte générale pour la démocratie, l'UFD respecte totalement leur autonomie, leur caractère spécifique et l'objectif final de leur action, leur prestige dans la vie sociale du pays. Dans ce sens, l'UFD rallie les efforts des associations qui y adhèrent et non pas les associations elles-mêmes.

La plate-forme de l'union formule, outre les revendications générales concernant la société civile, le pluralisme politique, le système multipartite, l'État de droit et l'économie de marché, des objectifs plus concrets, à savoir : égalité devant la loi de toutes les formes de propriété ; nouvelle législation du travail accordant aux travailleurs le droit de grève et la liberté de fonder des syndicats indépendants ; nouvelle constitution démocratique ; harmonisation de la législation bulgare avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et avec les documents d'Helsinki ; dépolitisation de l'armée et de la milice ; élections législatives démocratiques ; réhabilitation de toutes les personnes ayant été persécutées par le régime totalitaire ; liberté de la parole, de la presse, des réunions et des associations ; indépendance juridique et financière des médias et des maisons d'édition.

L'union des forces démocratiques insiste pour le règlement des problèmes suivants : égalité, garantie constitutionnelle de l'égalité en droits des croyants et des athées, loi démocratique sur les cultes, réglementation juridique de la liberté de religion, dissolution du Comité des cultes relevant du ministère des Affaires étrangères.

L'UFD soutient la thèse que le développement de l'économie doit être subordonné à la protection de l'environnement.

L'union milite pour l'adoption d'une nouvelle approche en ce qui concerne les minorités religieuses et ethniques, harmonisée avec la Charte des droits de l'homme.

II - LE PARTI SOCIALISTE BULGARE

. Créé à l'issue du Plénum du parti communiste bulgare, le 3 avril 1990.

. Président : M. Lilov (conservateur), secrétaire général de l'ancien parti communiste bulgare, réélu le 25 septembre 1990 à l'issue du congrès du PSB. Les adversaires réformateurs de M. Lilov ont subi une défaite à cette occasion. Réunis en cinq factions, ils se sont constitués en "mouvement pour des réformes radicales", le 29 septembre 1990 tout en se refusant à faire sécession. Les délégués du parti se sont prononcés contre la "révolution de velours" à la tchèque, réclamant des changements très progressifs.

. Le PSB (211 sièges sur 400) a perdu sa majorité absolue le 16 novembre 1990 avec la constitution d'un groupe autonome par 16 députés réformateurs décidés à rejoindre une coalition gouvernementale dirigée par l'UFD.

. Le parti joue cependant un rôle dominant dans le nouveau gouvernement en occupant 7 postes contre 4 pour l'UFD.

III - L'UNION AGRARIENNE (ex-parti officiel)

. parti satellite du PCB jusqu'en 1990.

. retrouve son autonomie au printemps 1990.

. Président : M. Viktor Valkov (également vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères depuis décembre 1990).

L'union agrarienne est concurrencée par le "parti agrarien Petkoviste" qui appartient à l'UFD.

S'appuyant sur l'appareil assez dense qu'elle a hérité de l'ancien régime, l'union agrarienne s'est cependant imposée comme troisième partenaire de la coalition gouvernementale. Trois postes lui reviennent dont celui des Affaires étrangères.

IV - LE MOUVEMENT POUR LES DROITS ET LES LIBERTÉS

. représente la minorité turque de Bulgarie. Son siège se situe à Kardzali dans le sud-ouest du pays, à majorité turcophone.

. Le MDL est issu d'une scission au sein de l'Association de défense des droits et libertés (1989) composée aux deux-tiers par des turcophones. A cette occasion le MDL a quitté l'UFD.

. Président : M. Ahmed Dogan.